

Sophie Cassar

La Pologne géopolitique du phénix de l'Europe



La Pologne, géopolitique du phénix de l'Europe

Sophie Cassar

LA POLOGNE

géopolitique du phénix de l'Europe

ARTÈGE Sciences Humaines

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

polonais, ouvrant au royaume un débouché sur la mer Noire, où la menace turque est plus que jamais présente. À la fin du XV^e siècle, malgré ces succès, le royaume est cependant toujours menacé par ses ennemis traditionnels (les Habsbourg, les Turcs et la Moscovie).

Les structures de la « Républiques des Deux Nations » se mettent progressivement en place. La Pologne est reconnue comme prééminente mais, symboliquement, les 47 familles de boyards lituaniens les plus importantes sont dotées de blasons polonais (*Union de Horodlo* en 1413). La noblesse est divisée en deux : de riches magnats proches du pouvoir et une abondante petite noblesse. Leur nombre et leur agitation servent pour le roi de contrepoids face au clergé et aux magnats, et il est amené à leur accorder des concessions de plus en plus importantes, au détriment de la royauté. Pour exploiter leurs terres, les membres de la noblesse soumettent leurs paysans à des jours de corvée de plus en plus nombreux et, en plein XVI^e siècle, le servage sera même rétabli. En 1505, la Constitution *Nihil novi* consacre la mise en place d'une « démocratie nobiliaire ». *Rien de nouveau* ne doit être décidé par le roi sans l'accord des deux chambres de la « République » des nobles polonais et lituaniens. Cette dérive paralyse l'État et affaiblit le royaume, même si sa puissance continue de briller durant tout le XVI^e siècle, qui va mériter le titre de « **siècle d'or de la Pologne** ». La hausse des prix agricoles enrichit nobles et bourgeois. La prospérité économique permet un foisonnement culturel en lien avec la Renaissance. À l'imitation de ce qui se passe en Italie, la Pologne structure son activité diplomatique en mettant en place des représentations permanentes à l'étranger, ainsi qu'un réseau d'informateurs, de propagandistes voire de corrupteurs pour défendre la cause royale et grandducale à

travers les cours européennes⁹.

D'autres événements affectent les équilibres internes et externes polonais. En 1525, alors que les guerres de religion dévastent déjà l'Europe, un coup de tonnerre éclate : le Grand Maître de l'Ordre teutonique, jusqu'alors fer de lance catholique, passe à la foi luthérienne, sécularise son ordre et fonde le premier État protestant d'Europe¹⁰. À la fureur de Rome, il obtient la protection du roi de Pologne – catholique ! – qui accepte de protéger le renégat en échange d'une plus large façade maritime sur la Baltique. En interne, face à la Réforme protestante, et après une courte phase de répression, le roi opte pour la tolérance, accordant la liberté de culte aux Réformés. De nombreux réfugiés affluent de l'Ouest. La Pologne confirme son statut de « pays sans bûchers ». Dans le même temps, prolongeant cette *Realpolitik*, et au scandale de toute la Chrétienté, le roi Sigismond signe un traité avec les Turcs (1533).

La Pologne reste pourtant environnée de menaces. Pour financer une armée qui se modernise (introduction d'armes à feu, davantage de mercenaires, moins de levée en masse de la noblesse, maintien d'une cavalerie mobile face aux turco-tatars), le roi taxe paysans, bourgeois et Juifs, les nobles refusant de payer l'impôt de substitution. La paralysie nobiliaire qui gangrène la Pologne va s'aggravant. En 1569, l'Union de Lublin étend les privilèges des nobles polonais aux nobles lituaniens du Grand-Duché. L'État s'en trouve de plus en plus désorganisé. L'autorité centrale s'affaiblit. Le siècle d'or de la Pologne jette ses derniers feux, avant les cruelles épreuves des siècles suivants.

La disparition de la Pologne

L'affaiblissement progressif de la Pologne tient à plusieurs facteurs endogènes et exogènes. À l'intérieur du royaume, la noblesse et les Cosaques empêchent la royauté de rétablir solidement son autorité. À l'extérieur l'expansionnisme des Suédois, des Prussiens, des Russes et des Autrichiens finit par avoir raison de l'État.

Les Cosaques

Ils avaient été installés à l'Est par le grand-duc de Lituanie pour faire rempart contre les Turcs. Il s'agissait à l'origine de paysans de provenances diverses qui avaient fui le servage et s'étaient organisés militairement *za porogami* (au-delà des rapides du fleuve). Dans une île du Dniepr à l'embouchure de la mer Noire, la Sitch, ces « Zaporogues » ou « Cosaques enregistrés » réglent leurs affaires de manière autonome et élisent leurs *atamans* ou *hetmans*. Leur dévouement était aléatoire et leurs provocations à l'égard des Turcs parfois dangereuses diplomatiquement.

Le pouvoir royal ne compte plus. La période voit l'apogée du **sarmatisme**, terme qui désigne l'idéal social et politique de la *szlachta* (noblesse polonaise) : équitation, tradition, vie rurale provinciale, mécénat et pacifisme. Dans le domaine artistique, elle promeut un style baroque mâtiné d'orientalisme. Cet idéal – certains ont parlé d'idéologie – participe à la cohésion de la *szlachta* mais témoigne surtout d'une absence totale de sens de l'État.

La mort de Sigismond-Auguste en 1572 sonne le glas de la dynastie des Jagellon dont un membre était, jusque-là, systématiquement élu. Parmi les prétendants, la noblesse choisit le plus offrant. Henri de Valois, frère cadet du roi de France, est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

série d'échecs, l'aide française (envoi du général Weygand et de matériel de guerre moderne) permet de réaliser le « **miracle de la Vistule** » (août 1920) et de repousser les Russes. Le traité de Riga (mars 1921) cède à la Pologne une bande de 200 km à l'est de la ligne Curzon (voir carte en encart central). En 1923, les Alliés reconnaissent cette nouvelle frontière orientale.

La Pologne « restaurée » s'étend alors sur 389 000 km² et compte 27 millions d'habitants. Elle couvre la moitié de la superficie d'avant 1772. Les deux tiers des territoires récupérés appartenaient à l'ancien tronçon russe : la Galicie orientale est rebaptisée « Petite Pologne orientale ». L'Allemagne, de son côté, ne rend que 46 000 km². Un énorme déséquilibre socioéconomique entre l'Ouest et l'Est marque le territoire : l'Ouest est plus industrialisé, plus européenisé alors que l'Est est plus rural et arriéré. La Pologne doit également faire face à d'énormes déplacements de population : des milliers de mineurs polonais reviennent de Westphalie allemande, des centaines de milliers d'hommes fuient l'ancien Empire russe. Les frontières fixées par les traités ont aussi créé de nombreuses minorités sur le territoire : des Ukrainiens (14 % de la population), des Juifs (9 %), des Biélorusses (3 %), des Allemands (2 %), des Tchèques... Parmi ces minorités, les Allemands et les Juifs connaissent les conditions économiques les plus favorables. La Pologne, comme tous les États issus des traités de Paix doit signer une annexe concernant la protection des minorités, qui prévoit une possibilité d'ingérence de la Société des Nations (SDN) en cas de non-respect des droits de ces dernières. Cette restriction de souveraineté est très mal acceptée par les jeunes États dont la Pologne.

D'une guerre à l'autre

La Seconde République

Au début des années vingt, la Pologne connaît une grave crise économique : inflation et paupérisation entraînent des grèves, réprimées par l'armée. Dans cette ambiance révolutionnaire, Pilsudski quitte son poste au gouvernement dès 1923, s'attachant dès lors, en observateur actif, à renforcer sa stature d'« homme providentiel » éventuel.

Le pouvoir passe alors aux mains de son grand rival **Dmowski** et de son parti *Endecja* (ND)²¹, qui prône une révolution nationale inspirée du fascisme italien et développe un idéal nationaliste polonais ennemi des minorités, des Juifs, des francs-maçons. Son antigermanisme est plus fort encore que son anticommunisme.

En mars 1925 un **concordat** est signé avec le Vatican, qui reflète l'importance qu'a eue l'Église dans la constitution de l'identité et de la résistance nationale polonaise sous la domination des grands Empires. L'Église est ainsi exemptée d'impôt, les prêtres reçoivent un salaire de l'État, les cours de religion sont étendus à toutes les écoles. La question uniate n'est pas oubliée : l'Église revendique à l'Est de nombreux lieux de culte accordés au XIX^e siècle aux orthodoxes par les Russes. La minorité ukrainienne voit ses droits baisser. Cependant, à l'extérieur, la Pologne s'inquiète de la détente des rapports des Alliés avec l'Allemagne²², sous l'influence britannique essentiellement. Après avoir mené une politique de « prise de gage » concernant les réparations de guerre, la France, lâchée par l'Angleterre, doit évacuer la Ruhr, et l'Allemagne entre bientôt à la SDN.

Pilsudski au pouvoir (1926-1935)

Joseph Pilsudski, auréolé du « miracle de la Vistule », encore dans toutes les mémoires, critique le gouvernement Dmowski tout en poussant ses partisans dans les postes importants de l'armée. **Le 1^{er} mai 1926**, après un affrontement sanglant entre socialistes et communistes, Pilsudski prend lui-même la direction des troupes armées que le général Zeligowski met à sa disposition. Il marche sur Varsovie et après des combats de rue qui font plus de 300 morts, s'empare du pouvoir. La protestation est faible face à ce coup d'État, largement approuvé, notamment par la communauté juive, victime de la politique du parti ND. Pilsudski entame alors neuf années de pouvoir. Il refuse la fonction présidentielle, pour ne pas être assimilé à un dictateur : le maréchal Pilsudski est « seulement » Ministre de la Guerre et Inspecteur général des armées dans 14 gouvernements.

La « *Sanacja* » (assainissement) devient l'idée centrale du nouveau régime, faite de logique antiparlementaire et de lutte contre la corruption. Des colonels sont placés dans tous les ministères et la Constitution est amendée pour permettre au président de gouverner par décret sans passer par la Diète. L'opposition est rapidement muselée par des arrestations, surtout de communistes, ces derniers dénonçant une restauration rampante de la royauté. En effet, Pilsudski s'est rallié les aristocrates et a confié la direction du parti de gouvernement (BBWR) à l'un d'entre eux, le prince Radziwill. L'amélioration du contexte économique jusqu'en 1929 satisfait la population, qui ne manifeste pas beaucoup de mécontentement.

Cependant, l'opposition tente de critiquer l'action de certains ministres à la Diète. Pilsudski réagit en faisant nommer en **février 1929** un gouvernement où les colonels sont à la tête de 6

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

occidentale. **L'Église catholique demeure finalement la seule institution assez organisée** pour résister efficacement à la mainmise totale du totalitarisme communiste.

1949-1979 : du stalinisme au « front du refus »

Selon la tradition stalinienne, les procès politiques touchent plusieurs couches de la population, les communistes convaincus y compris, et toutes les raisons sont bonnes : origines bourgeoises, appartenance antérieure à l'AK, liens avec des parents émigrés, « déviationnisme de droite ». Ce régime de terreur permet de mettre au pas la société. En 1952, une Constitution précise les contours politiques du régime : la République Populaire de Pologne devient une Démocratie Populaire. Les élections législatives qui suivent donnent 99,8 % des voix au bloc communiste.

La priorité à l'industrie lourde aboutit à la mise en place de nombreux chantiers : complexe chimique à Auschwitz, fonderie Lénine près de Cracovie, autour de laquelle la ville ouvrière de Nowa Huta doit être le pendant prolétaire de la Cracovie « bourgeoise ». L'augmentation de la production est le fait de l'augmentation de la main-d'œuvre et non de la productivité. L'industrie absorbe en effet les travailleurs qui quittent les campagnes surpeuplées.

La paysannerie reste cependant très nombreuse. La petite exploitation privée domine encore. La paysannerie, très réticente au message du régime, est stigmatisée par une propagande « antikoulak » : « les campagnes affament les villes », « les paysans nourrissent les cochons avec les grains dus à l'État ». Un réseau de quelques grandes exploitations modèles nationalisées (PGR) obtiennent les crédits suffisants à leur modernisation (machines et engrais).

Après la mort de Staline, Gomulka, évincé en 1947, sort de sa réclusion et se présente comme un vrai communiste, victime du stalinisme. En 1956, 28 000 prisonniers sont libérés. Au mois de juin de la même année, des ouvriers de Poznan manifestent en réclamant « pain et liberté », brûlent des portraits de Staline, s'attaquent à la mairie. Le jeudi noir (28 juin 1956), la ville se met en état de siège face aux chars soviétiques. Le bilan est de 51 morts et 456 arrestations. Face à cette situation, Gomulka, à la tête du courant révisionniste du parti, reprend le contrôle : son discours en faveur d'une voie polonaise vers le communisme provoque un ferveur populaire, le Kremlin s'incline. Élu premier secrétaire du PZPR, il s'engage à réformer la Pologne et libère de prison le cardinal primat Stefan Wyszynski. Il suscite d'immenses espoirs mais en réalité il se met aux ordres du Kremlin pour une « normalisation » de la situation polonaise. Il condamne l'« esprit anarchique » des Polonais et rétablit la censure en 1957. Au sein du Parti, deux clans s'opposent. Les staliniens du clan de Natolin développent l'idée que les Juifs sont responsables de tous les maux ; de leur côté, les révisionnistes, du clan Pulawska, déçus par Gomulka, développent leurs idées dans une revue étudiante, *Po Prostu*.

La Pologne s'enfonce dans le marasme. La production (extraction de charbon et lignite, chantiers navals, centrales thermiques, raffineries de pétrole) est insuffisante pour remplir les caisses de l'État, qui contracte des dettes auprès des États occidentaux pour financer des importations massives. Les Polonais cherchent à améliorer leur situation : ils n'hésitent pas à adhérer au PZPR sans y croire, pour profiter d'avantages matériels. La vie culturelle voit émerger quelques artistes de renommée internationale au cinéma (Konwicz) et en littérature (Gombrowicz et Milosz, en exil). Mais la censure se poursuit et

les écrivains qui dénoncent le « manque de papier » sont exclus du Parti.

L'Église, de son côté, entreprend une reconquête des âmes. Elle crée un mensuel, *Wież (le Lien)*, d'un certain niveau intellectuel.

En 1964, le général Moczar, du clan Natolin, devient Ministre de l'Intérieur. Il est à l'origine, avec ses partisans et le mouvement Pax, d'une vague antisémite. Pendant la Guerre des Six jours (juin 1967), le danger sioniste est dénoncé. Et lorsque les étudiants s'agitent en 1968, ce sont les étudiants juifs qui sont accusés de semer le trouble. Le thème mobilise les ouvriers que le pouvoir arrive à ce moment à désolidariser des mouvements intellectuels. Les ouvriers défilent en masse sous les bannières « les étudiants au travail, les écrivains à leur plume » ou « nettoyons le parti de ses sionistes ». Les conséquences des mouvements de 1968 poussèrent 20 000 Juifs (2/3 de la communauté qui restait) à émigrer ; une purge parmi les étudiants et les professeurs signa la défaite des jeunes intellectuels. Les révisionnistes du parti basculèrent alors dans l'anticommunisme.

Les ouvriers manipulés contre les intellectuels en 1968 n'en vivent pas moins dans une très grande misère matérielle, augmentée par le renchérissement chronique des biens de consommation courante. À l'approche de Noël 1970, l'annonce d'une augmentation des prix des denrées alimentaires provoque des grèves dans les chantiers navals de Gdansk. Les magasins sont pillés. Le mouvement est très durement réprimé et les « estimations des événements de décembre » sont interdites à la publication pour empêcher une extension du mouvement au reste du pays. Mais la cassure avec le monde ouvrier est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

leurs propres tribunaux.

Au début du XVI^e siècle, la Réforme protestante touche beaucoup de nobles catholiques ou orthodoxes, mais, comme en France à la même époque, de manière éphémère. La Contre-réforme catholique s'organise en effet rapidement en Pologne : dès la fin du Concile de Trente (1562-1563), les Jésuites promeuvent un catholicisme plus proche de la sensibilité populaire. En 1596, lors de l'Union de Brest, les mêmes Jésuites créent l'Église gréco-catholique³⁷ qui place la hiérarchie orthodoxe sous l'autorité du pape même si les rituels grecs sont conservés. Les serfs orthodoxes des confins orientaux de la Républiques des Deux Nations stigmatisés et méprisés par les catholiques et les uniates trouvèrent des protecteurs chez les Cosaques.

Une guerre dynastique opposa les catholiques polonais aux luthériens suédois (1655), donnant une coloration de guerre de religion à l'affrontement. Cette guerre est restée dans l'imaginaire polonais comme celle de la victoire du catholicisme, symbolisée par l'apparition de la Vierge Noire au monastère de Czestochowa, qui arrêta miraculeusement la progression des Suédois. Ce conflit terminé, l'intolérance devient la règle ; la religion catholique est la seule religion légale, avec la religion juive. Les autres courants religieux sont niés. Au XVIII^e siècle, la Pologne, fermement ancrée dans la domination culturelle et doctrinale du catholicisme, pouvait apparaître en décalage relatif avec l'Europe de l'Ouest, où se déployait avec plus ou moins de force l'influence des Lumières.

En fin de compte, la disparition de la Pologne de la carte européenne, après le partage de 1795, va donner à la religion catholique une place incontournable dans la définition de

l'identité polonaise. L'objectif principal des élites au XIX^e siècle est en effet de maintenir la culture polonaise, pour espérer un jour reconstruire un État. Pour les Polonais, la religion catholique devient un moyen de s'affirmer comme non Prussien ou non Russe (la situation des Polonais dans la très catholique Autriche étant différente). Les Juifs subirent non seulement la politique de germanisation ou de russification mais aussi les attaques de la population catholique, qui au nom du maintien de la culture polonaise se montrait de plus en plus intolérante (période de pogroms).

En 1918, la Pologne renaissante issue du traité de Versailles est un pays religieusement très hétérogène, où la minorité la plus importante reste celle des Juifs (10% de la population, et jusqu'à 20% dans certaines régions à l'est du territoire). On assiste à cette époque à une montée de l'antisémitisme sur la scène politique (Parti national-démocrate ND ou *Endecja* de Roman Dmowski). Même si Pilsudski, né à Vilnius en Lituanie, refusait théoriquement la conception d'une Pologne ethnique, l'Église catholique joua un rôle important dans la société polonaise de l'entre-deux-guerres et certains de ses éléments encouragèrent l'antisémitisme.

Pendant la seconde guerre mondiale, l'Église dans sa majorité entra en résistance mais cela n'empêcha pas l'importante communauté juive de disparaître. Après 1945, l'Union soviétique poursuivit le « nettoyage ethnique » (annexion des territoires peuplés d'orthodoxes, expulsion des Allemands en partie protestants). Le communisme grand-russien réalisa ainsi paradoxalement le rêve de la ND : Polonais égal catholique. Mais cette cristallisation finit par se retourner contre l'influence communiste russe en Pologne. Car désormais, l'Église pouvait légitimement incarner la nation et catalyser la résistance

polonaise, qui allait finir par précipiter la chute du régime 1989.

*L'Église et le régime communiste*³⁸

Dans l'idéologie communiste, l'Église et la religion ont vocation à disparaître quand la société idéale sera mise en place. En attendant, et faute de l'éliminer physiquement, le régime communiste doit utiliser la structure ecclésiastique pour arriver à ses fins. Dès 1948 L'État polonais finance au sein de l'Église un courant qui lui est favorable (le mouvement Pax de Piasecki) et promeut une génération de « prêtres patriotes » d'origine modeste en leur octroyant des avantages comme la gestion des écoles maternelles et des institutions charitables (les Caritas). L'objectif est de créer une lutte des classes en interne.

Un concordat est signé le 14 avril 1950 entre l'épiscopat et l'État : le clergé doit accepter certains traits du régime communiste comme la collectivisation, et obtient en échange que l'enseignement religieux soit maintenu dans les écoles. Cette autorisation est de courte durée. Dès la fin 1951, 900 prêtres sont en prison. À partir de 1953, le pouvoir se durcit encore envers l'Église : les mascarades de procès se multiplient contre les prêtres et évêques « espions » ou « traîtres ». L'enseignement religieux est banni des écoles et des universités. Le Parti n'a de cesse d'infiltrer l'Église et de la discréditer. Mais malgré tous les moyens dont il bénéficiait, le mouvement Pax ne fit guère illusion auprès de la communauté des croyants. La nation catholique s'unifia plus volontiers derrière son cardinal primat Stefan Wyszyński, également archevêque de Varsovie et Gniezno, qui, malgré des séjours réguliers en prison, devient l'interlocuteur incontournable. Le régime fit parfois des concessions pour calmer les révoltes qui déstabilisent le pouvoir. Ainsi, après les mouvements de 1956, le pèlerinage à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qu'un souvenir historique et son exploitation est aujourd'hui anecdotique.

Éléments humains

Les territoires linguistiques et confessionnaux

La Pologne est aujourd'hui un État avec une population relativement homogène. La langue officielle est le polonais, qui appartient au groupe des langues slaves dans la famille des langues indo-européennes : 97 % des citoyens de la Pologne déclarent avoir le polonais comme langue maternelle. Cette homogénéité est cependant récente et due aux événements d'épuration ethnique et de déplacements de populations liés à la Seconde Guerre mondiale. Une seule langue régionale perdue en Poméranie, dans le nord du pays, le *cachoube*, parlé ou compris par 250 000 à 300 000 personnes. Du fait des politiques d'assimilation qui se sont succédé, (d'abord allemande, puis polonaise et surtout sous le régime communiste d'après-guerre) la langue *cachoube* a failli disparaître comme ses sœurs **le slovince** ou **le polabe**, devenus des langues mortes après la Seconde Guerre mondiale et les nombreux mouvements de population qu'elle a engendré. Malgré le départ de la majorité des Allemands vivant à l'Ouest du territoire polonais avant 1945, **l'allemand** est encore parlé par les descendants des irréductibles dont la majorité vit dans la *voïvodie* d'Opole (10 % de la population de cette région) et dans la *voïvodie* de Silésie. Les autres langues parlées en dehors du polonais sont territorialement moins concentrées si ce n'est dans les grandes villes. Il s'agit des langues des immigrés en majorité l'ukrainien, le biélorusse et le vietnamien. Ces langues sont parlées dans le

cadre privé et ne laissent pas d'empreinte sur le territoire, comme en Cachoubie où la minorité a obtenu la rédaction de panneaux bilingues.

Le **yiddish**⁴⁴ a longtemps eu une assise territoriale importante en Pologne avant de disparaître du fait de la Seconde Guerre mondiale et des derniers avatars antisémites sous le régime communiste.

Les régions polonaises

Le système de collectivités territoriales s'étage depuis 1999 sur trois niveaux :

- 16 *voïvodies* (régions) ;
- 314 *powiats* ruraux (qui rassemblent entre 5 et 15 communes) et 65 villes ayant également rang de powiat ;
- 2 478 *gminy* (communes).

Le découpage territorial de la Pologne a récemment évolué, non seulement pour rompre avec l'héritage communiste, mais aussi pour répondre aux exigences européennes. Les *voïvodies* polonaises étaient au nombre de 46 entre 1975, correspondant à nos départements français. Cette parcellisation maximum sous un régime communiste permettait de casser les solidarités territoriales et d'instaurer un système de centralisation accrue. Dix ans après la chute du régime, la Pologne fut la première en Europe de l'Est à mettre en place une décentralisation : le 1^{er} janvier 1999, la Pologne ne comptait plus que 16 *voïvodies* (voir carte en encart central).

| Les 16 voïvodies polonaises | | | |
|-----------------------------|------------------------|------------|--|
| Dénomination | Surface | Population | Villes principales |
| Basse Silésie | 19 948 km ² | 2 985 000 | Wroclaw, Walbrzych, Legnica, Jelenia Gora, Klodzko |
| Région de Lodz : | 18 233 km ² | 2 676 000 | Lodz, Skierniewice, Sieradz, Piotrkow Trybunalski |
| Podkarpacie | 17 890 km ² | 2 100 000 | Rzeszow, Przemysl, Tarnobrzeg, Krosno |
| Swietokrzyskie | 11 672 km ² | 1 328 000 | Kielce, Skarzysko-Kamienna, Starachowice, Sandomierz |
| Kujawie-Poméranie | 17 970 km ² | 2 980 000 | Bydgoszcz, Torun, Wloclawek, Grudziadz, Inowroclaw |
| Petite Pologne | 15 141 km ² | 3 204 000 | Cracovie, Tarnow, Nowy Sacz |
| Podlachie | 20 180 km ² | 1 224 000 | Bialystok, Lomza, Suwalki |
| Warmie-Mazurie | 24 202 km ² | 1 460 000 | Olsztyn, Elblag |
| Région de Lublin | 25 115 km ² | 2 233 000 | Biala Podlaska, Chelm, Lublin, Zamosc |
| Mazovie | 35 715 km ² | 5 068 000 | Varsovie, Plock, Radom, Siedlce, Ostroleka |
| Poméranie | 18 293 km ² | 2 179 000 | Gdansk, Gdynia, Slupsk |
| Grande Pologne : | 29 942 km ² | 3 345 000 | Poznan, Leszno, Kalisz, Pila |
| Région d'Opole | 9 412 km ² | 1 092 000 | Opole, Kedzierzyn-Kozle |
| Silésie | 12 294 km ² | 4 894 000 | Katowice, Czestochowa, Bielsko-Biala |
| Région de Poméranie Ouest | 23 032 km ² | 1 729 000 | Szczecin, Koszalin |
| Région de Lubuskie | 13 985 km ² | 1 019 000 | Gorzow Wielkopolski, Zielona Gora |

Le nom des régions polonaises correspond soit à une région historique (Poméranie, Silésie), soit à une région polarisée autour d'une ville importante (région de Lodz, région d'Opole). L'autonomie accordée aux régions est cependant toute relative. Elle répond avant tout aux exigences de l'Union Européenne qui favorise cet échelon en accordant des aides diverses à celles qui en font la demande sans même passer par l'État dont elles dépendent.

Les pôles de rayonnement

Gouvernement, assemblées et ministères de la III^e République

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

secoué par des grèves insurrectionnelles. Les mineurs d'origine polonaise, qui ont joué un grand rôle, avant-guerre, dans la lutte syndicale puis dans la résistance, voient leur corporation se faire duper par les syndicats et les partis politiques. Dans ce contexte, par convois entiers, les mineurs d'origine polonaise partent reconstruire la Pologne et participer à l'édification du socialisme. Ils arrivent au plus fort moment du pouvoir stalinien dans un pays en ruines, sur les terres de Silésie encore occupées par des populations allemandes désemparées. En France, on les appelait les « Polaks ». En Pologne, ils seront les « *Francuzis* » et beaucoup d'entre eux retourneront en France vers la fin des années soixante. La plupart des rapatriés avaient entre 16 et 20 ans en 1950. Majoritairement marqués à gauche, c'est à eux que les communistes du nouveau gouvernement confieront les rôles clés dans les villes minières de Silésie : places dans l'administration des usines et des villes, au Parti, dans la police politique ou dans l'armée. Plus « fiables » que les Polonais de Pologne soupçonnés pour leur nationalisme, les rapatriés joueront un rôle important dans l'édification de la Pologne ouvrière.

Source : documentaire Arte d'Erwann Briand, 2000.

Au pouvoir, les communistes polonais entretiennent le mythe d'un **possible retour des Allemands** par l'Ouest. Le régime espère ainsi concentrer les mécontentements en direction de l'Allemagne. L'intégrité des frontières de l'Ouest devint une raison d'État. Aussi lors de la chute du mur de Berlin, instinctivement, la crainte polonaise se porta sur son flanc occidental, au point de réclamer encore un instant à l'URSS le maintien de ses troupes sur le territoire. Toute l'énergie diplomatique polonaise se concentra dès lors sur la reconnaissance de cette frontière par l'Allemagne, qui n'avait pas signé de traité de paix en bonne et due forme avec la Pologne après la Seconde Guerre mondiale.

Pourtant, le rapprochement germano-polonais avait été

entamé avant 1989. Dans les années soixante, la Pologne de Gomulka avait changé d'attitude vis-à-vis de l'Allemagne de Bonn, la RFA. Elle signe un accord commercial de 3 ans (1963) et permet l'ouverture d'une représentation diplomatique allemande à Varsovie. Mais en Allemagne, le lobby du « retour à la terre natale » est très influent : le chancelier allemand Adenauer ne reconnaît donc pas pour autant la frontière Oder-Neisse. Le véritable dégel, dans les années soixante-dix, vient de l'*Ostpolitik* inaugurée par le chancelier Kiesinger et son ministre Brandt. En mars 1968, lors du Congrès du SPD, Willy Brandt admet la nécessité de reconnaître la frontière avec la Pologne. Le 12 août 1970, W. Brandt, alors chancelier lui-même, signe avec l'URSS un traité de reconnaissance des frontières établies à Potsdam en 1945. Le 7 décembre, il est à Varsovie pour signer le même traité. C'est lors de cette visite qu'il s'agenouilla devant le Monument des victimes du ghetto de Varsovie, commémorant l'épisode de 1943 où la révolte des 60 000 juifs survivants avait été réglée dans un bain de sang par les nazis. Ce geste émut la communauté internationale et rendit tangible les efforts déjà engagés en amont. Les Allemands expulsés et réfugiés en Allemagne purent retourner visiter leur ancienne patrie. Les liens entre Polonais et Allemands se renforcèrent également dans les années quatre-vingt, à l'époque du durcissement du régime communiste de Jaruzelski, par l'envoi de norias de camions pour alimenter la résistance polonaise censurée en papiers, crayons, encre et photocopieurs.

La ligne Oder-Neisse avait été reconnue comme frontière par la RDA dès 1950 (accords de Görlitz). Par le Traité de Varsovie, en 1970, la RFA s'engageait seulement à ne pas employer la force pour faire valoir ses revendications. Dans l'enthousiasme de la chute du mur de Berlin, Helmut Kohl pensait peut-être

pouvoir remettre la question des « territoires recouverts » sur la table. Mais la communauté internationale autorisa la réunification si et seulement si l'Allemagne reconnaissait la ligne Oder-Neisse. **En 1990 la RFA a accepté le tracé de la frontière et a renoncé à toute revendication territoriale en Pologne** dans deux séries d'accords internationaux : le **traité Deux-plus-Quatre** signé le 12 septembre qui fait office de traité de paix entre l'Allemagne et les alliés, et les **accords germano-polonais du 14 novembre 1990**.

La Pologne, l'Allemagne et l'Union européenne

En 1991 se met en place le **triangle de Weimar** (forum de partenariat réunissant Pologne, Allemagne et France). Les représentants des trois pays se réunirent ainsi régulièrement jusqu'à l'adhésion de la Pologne à l'UE. Cependant la Pologne négocia une clause particulière : le gel de l'accession à la propriété de terres polonaises pour les membres de l'Union Européenne pendant plus de 18 ans. La Pologne craint alors que les anciens expulsés allemands, forts de leur pouvoir d'achat, ne reviennent acheter des propriétés. Cela concernait particulièrement les fermes d'État à l'Ouest du pays : elles avaient été constituées à partir des grandes exploitations allemandes « récupérées » après la Seconde Guerre mondiale.

Aujourd'hui, **l'Allemagne n'en est pas moins le partenaire économique privilégié** de la Pologne, avec qui se font un tiers des exportations et un quart des importations, et avec qui ont été conclus un demi-millier de partenariats entre collectivités locales. Plusieurs eurorégions (voir carte en encart central) sont installées sur la frontière.

Refroidissement des relations germano-

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Chapitre VI

L'intégration à l'Union européenne

La Pologne est désormais le 6^e pays de l'Union européenne par sa superficie et sa population, derrière la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, et la Grande-Bretagne. Sa situation géographique la place au centre d'un bassin de consommation important (80 millions de personnes à moins de 400 km du centre du pays). Poids démographique, potentiel économique : la Pologne espère trouver dans l'UE une place politique proportionnelle à ce qu'elle pense y apporter.

L'entrée dans l'UE : une évidence pour la Pologne

Si en Europe de l'Ouest on parle d'*élargissement* de l'Union vers l'Est, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et notamment la Pologne parlent de *(ré)unification*. La conscience d'appartenir à l'ensemble occidental est profondément ancrée chez les Polonais. Intégrer l'Union européenne, c'est avant tout retrouver des racines que l'URSS avait coupées artificiellement pendant près de 40 ans. À l'Ouest en revanche, et notamment en France malgré les liens historiques entre les deux pays, la Pologne et les Polonais restent pour beaucoup « exotiques ».

En 1989, les Polonais ont une idée bien précise de la différence de niveau de vie entre Est et Ouest. Entrer dans l'Union Européenne, c'est pour eux, de manière imagée, en finir avec les files d'attente devant les magasins où aussi bien les denrées alimentaires que les biens de consommation manquaient

régulièrement. À la chute du rideau de fer, la Pologne s'inscrit donc dans un processus d'adhésion à l'UE. Cela passe, dès 1991, par des coopérations interétatiques. Le triangle de Weimar (1991) a pour vocation première d'associer la France à la réconciliation germano-polonaise, en s'inspirant de la réconciliation franco-allemande. Ses objectifs évoluèrent naturellement vers un soutien à la préparation de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. La Pologne a donc comme parrains le prestigieux couple franco-allemand. Pour elle, c'est aussi la reconnaissance d'un poids politique prépondérant. Régionalement, la Pologne prend des initiatives pour anticiper son adhésion. En février 1991, le groupe de Visegrad réunit la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Ces trois États organisent une union économique régionale : l'Accord de libre-échange centre européen (ALECE) créée au mois de décembre à Cracovie. La Pologne participe également à de nombreuses euro-régions⁶⁰. Ces dernières n'émanent pas directement de l'UE mais ont la possibilité de recevoir des financements de la part de cette dernière. La carte des euro-régions en Europe centrale et orientale fait apparaître une Pologne volontariste. Les plus anciennes comme Pomerania (1991) ou Pro Europa Viadrina (1993), ont été formées sur l'Oder. Le but était de faire de ce fleuve frontière un espace d'échanges plus harmonieux. Certaines euro-régions d'un autre genre, associent des régions de pays membres et de pays nonmembres de l'UE : des territoires polonais participent ainsi à quatre d'entre elles : Baltique, Niemen, Bug et Carpates. Ces dernières, très vastes, sont souvent des coquilles vides mais leur valeur est symbolique. En mars 1998 s'ouvrent les négociations d'adhésion à l'Union européenne. En juin 2003, lors du referendum, la société polonaise vote massivement en faveur de

l'intégration (77,4 % des votants). Le 1^{er} mai 2004, la Pologne fait son entrée dans l'Union Européenne avec neuf autres pays. Elle obtint un report de son intégration dans l'espace Schengen qui eut lieu finalement le 21 décembre 2007.

Économie et société

Un exemple d'adaptation économique et administrative.

En 1989, alors que croule le monde soviétique, la Pologne connaît depuis des années une inflation galopante (250 %), une pénurie générale de biens et une dette extérieure qui s'élève à 38 milliards de dollars. L'appareil productif polonais est dominé par 8 500 conglomérats d'État qui produisent 70 % du PIB, avec une main-d'œuvre pléthorique, une technologie obsolète, et qui ne survivent qu'avec d'énormes subventions. Avec l'aide du FMI (Fond monétaire international), les prix et le commerce extérieur sont libéralisés dès le 1er janvier 1990 ; la monnaie (le zloty) est amarrée au dollar américain à un cours très bas, celui, réel, du marché noir. On a parlé de « thérapie de choc » pour décrire ces dispositions très rapides qui ont eu le mérite d'endiguer l'hyperinflation, mais qui, comme en Russie, ont eu des conséquences sociales très dures. La privatisation de l'économie se fait alors dans deux directions différentes : soit par la privatisation des entreprises d'États (transfert des actifs), soit par la création ex nihilo de nouvelles entreprises, privées dès leur origine. Ces deux méthodes ont été menées conjointement mais n'ont pas obtenu le même succès.

Entre 1992 et 1999, le déclin du secteur public se confirme : la part des entreprises d'État dans le PIB recule de 45 % à 20 %.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Quoi qu'il en soit de ces batailles mémorielles, en 1991, la Pologne est le premier État à reconnaître l'Ukraine indépendante. Les accords entre les deux pays vont dès lors se succéder pour donner un cadre juridique et politique à leur coopération économique. L'Ukraine est le deuxième partenaire commercial de la Pologne parmi les pays de l'ex-URSS, après la Russie. Environ six cents sociétés fonctionnent avec la participation de capitaux polonais ; dans la région de Lviv, la Pologne est le premier investisseur étranger. La diaspora polonaise et la diaspora ukrainienne installées aux États-Unis se sont très vite manifestées dans les pays de leurs ancêtres et se sont investies dans de grands projets d'investissement : dans la PAUCI (*Polish American Ukrainian Common Initiative*), la Pologne joue le rôle de conseiller technique, d'expert en transformation économique ; les fonds sont, eux, américains. Un autre projet stratégique concerne la **construction d'un oléoduc** Odessa-Brody-Gdansk qui doit assurer à l'Ukraine et à ses voisins centre-européens un accès au pétrole de la mer Caspienne en étant plus indépendant de la Russie. En sens inverse, la Pologne doit permettre à l'Ukraine un accès au pétrole norvégien lorsque le contrat polononorvégien sur la construction d'un oléoduc aura abouti. Toute cette coopération transfrontalière a été **mise à mal** par l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Pour les Ukrainiens, l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne mais surtout à l'espace Schengen a été vécue comme une trahison⁶⁹. La fermeture des frontières entre les deux pays fut considérée comme un **retour en arrière**. L'ouverture des frontières internes de l'ancien bloc de l'Est avait rendu la liberté de circulation aux peuples d'Europe centrale et orientale dans leur espace géographique. Cette liberté-là était considérée comme l'un des rares acquis de ces dernières années.

Lors des négociations avec l'Union européenne en 1999, la Pologne a accepté de supprimer jusqu'en 2002 environ 130 accords économiques la liant à des pays tiers pour adopter les accords que l'UE avait elle-même conclu (l'assimilation des acquis communautaires). Malgré ce désaccord lié à Schengen, La Pologne s'est délibérément engagée en faveur de l'Ukraine sur la scène internationale et la soutient dans tous ses combats. Trois actions ont été particulièrement retentissantes : la Pologne était présente lors de la **Révolution orange** de 2004 pour soutenir le candidat pro-occidental Victor Iouchtchenko contre les intérêts russes, elle s'est placée du côté ukrainien lors des **crises gazières contre la Russie**, au risque de se voir totalement écartée par Moscou des discussions portant sur l'avenir du transport de gaz dans la région, et a réussi à pousser l'Union européenne à développer ses rapports à l'Est (**Partenariat oriental**).

Une relation plus difficile avec la Biélorussie

Le passé de la Biélorussie, dans ses rapports à la Pologne, ressemble à celui de l'Ukraine. La Biélorussie était, pour une part, un autre *kresy* (confins polonais) avec tout ce que cela a impliqué socialement : grands propriétaires polonais ou polonisés et masse paysanne orthodoxe asservie. Aujourd'hui, le maintien d'un régime autoritaire, celui du président Loukachenko, encouragé par la Russie, empêche la Pologne de développer des relations construites. Une communauté polonaise importante existe encore en Biélorussie, mais elle est malmenée par le pouvoir. La Commission européenne a invité Minsk à respecter les droits de la minorité polonaise vivant en Biélorussie.

La sphère baltique

Depuis 1989, la région baltique a retrouvé une certaine cohérence. Sur neuf États riverains, huit appartiennent à l'Union Européenne. Ils font face à une Russie qui, pour ne pas être enclavée, mène une politique active à partir de ses façades maritimes restantes, celles de Saint-Pétersbourg et de Kaliningrad. La Pologne a une position stratégique dans cet espace. Le sud de la Baltique est un véritable carrefour d'enjeux divers, partagés par tous les riverains : organiser pour les optimiser les échanges commerciaux, intégrer la Russie et également affronter l'héritage d'une énorme pollution, supérieure à celle de la Méditerranée. Aujourd'hui tous les États riverains appartiennent au **Conseil des États de la Baltique**. Au début des années quatre-vingt-dix, plusieurs projets se mettent en place : la Via Hanseatica doit relier Saint-Pétersbourg à Lübeck via Tartu, Riga, Kaliningrad, Gdansk, Szczecin et Rostock. La Via Baltica entre Helsinki et Varsovie permettrait d'atteindre ensuite Berlin rapidement à partir de la capitale polonaise. L'axe ferroviaire « Rail Baltica » veut relier Varsovie à Tallin d'ici 2016 et une autoroute de la mer, « la Porte de la Baltique », est envisagée au sud du bassin. La Pologne est ainsi intégrée dans des projets internationaux qui participent à son développement économique. Au sein de l'espace baltique, elle a plusieurs atouts, dont une capacité portuaire de 65 millions de tonnes réparties sur ses trois ports (Szczecin, Gdynia, Gdansk) et la possibilité de rejoindre l'*hinterland* allemand (Berlin n'est qu'à 100 km de Szczecin). Les perspectives de développement sont donc importantes. Dans l'espace baltique, la Pologne connaît également une augmentation de ses flux de passagers. Des liaisons ferry de transport de voyageurs ont vu le jour et connaissent un succès entre la Suède et la Pologne (Stena Line),

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de cette bataille.

15 – De 1733 à 1736, Stanislas Leczynski reprend le pouvoir avec l'aide de la France où pendant son exil il est devenu le beau-père du roi Louis XV. Mais la France n'a pas les moyens de le soutenir contre la Russie. Louis XV offre alors à son beau-père le duché de Lorraine où il prospéra.

16 – Lecture recommandée : Bernard MICHEL, Nicole PIETRI, Marie-Pierre REY, *L'Europe, des nationalismes aux nations, Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne* ; SEDES, 1996.

17 – Autocratie, orthodoxie et génie national sont les piliers d'une doctrine qui doit souder les sujets de l'empire autour du régime tsariste. Cette doctrine se substitue à la politique traditionnelle basée sur la loyauté à la personne du tsar.

18 – Chiffres cités par Francis Balace in *La Pologne au XX^e siècle*, TH. WYSOKINSKA et A. VAN CRUGTEN (dir), éd. Complexe, 2001.

19 – À ne pas confondre avec le général polonais du même nom ayant servi dans les armées de la révolution française et de l'Empire.

20 – La « Double monarchie » mettait sur un pied d'égalité théorique l'Autriche et la Hongrie, sous l'autorité de la dynastie autrichienne de l'empereur Habsbourg, empereur d'Autriche et roi de Hongrie.

21 – Démocratie Nationale

22 – Traité de Locarno, octobre 1925.

23 – La police politique de l'Union soviétique.

24 – 40 000 hommes sont déportés vers le Reich en 1939, puis 302 000 en 1940, 223 000 en 1941 et encore 389 000 en 1942, (chiffres cités par Daniel BEAUVOIS, *Histoire de la Pologne*, Nations d'Europe, Hatier, Paris, 1996).

25 – Rue de Rivoli, hôtel Regina.

26 – Le cimetière de Dieuze en Lorraine en garde la mémoire.

27 – Ambassadeur de l'URSS à Londres.

28 – Par la suite, leurs témoignages sur le totalitarisme communiste passeront auprès des intellectuels occidentaux pour de la propagande antisoviétique.

29 – 5 000 attentats sont perpétrés dans le Gouvernement général entre juillet 1942 et juillet 1944.

30 – Il se réunira symboliquement de manière régulière jusqu'en 1990.

31 – En mai 1944, bataille décisive dans la progression des Alliés en route

vers Rome après le débarquement dans le Sud de l'Italie.

32 – Le plus connu est Gierek, qui dirigea le pays de 1970 à 1980.

33 – Construite en 1971-1975.

34 – Cours de sciences humaines pour combler les lacunes de l'enseignement officiel dans des appartements privés ou des locaux appartenant à l'Église.

35 – *Sejm* en polonais.

36 – Lire l'intéressante analyse de Véronique ANTOINETTE *Comment la Pologne est-elle devenue catholique ?* www.nouvelle-europe.eu

37 – appelée également Église Uniate.

38 – Références à consulter : Daniel BEAUVOIS, *Histoire de la Pologne, Nations d'Europe*, Hatier, Paris, 1996 et l'article de Patrick MICHEL, « L'Église catholique », in BAFOIL, F. (sous la dir. de) *La Pologne*. Paris : Fayard, 2007. Coll. Ceri. 596 p.

39 – Groupuscule politique catholique.

40 – petites collines en forme de dos de baleine.

41 – Sur l'histoire des doctrines géopolitiques, voir Olivier ZAJEC, *Les secrets de la géopolitique*, Éd. Tempora, 2008.

42 – Typologie des frontières empruntée à Stéphane ROSIÈRE, *Géographie politique et géopolitique. Une grammaire de l'espace politique*. Ellipses, 2003.

43 – Convention de Montego Bay (1982).

44 – Langue germanique dérivée du haut-allemand, avec un apport de vocabulaire hébreu et slave, qui a servi de langue vernaculaire aux communautés juives d'Europe centrale et orientale (ashkénazes) dès le Moyen Âge.

45 – Cf. l'étude de Gérard-François Dumont, « Le cinquième élargissement démographique de l'Union européenne », *Population & Avenir*, n°661, janvier-février 2003.

46 – Selon le recensement de 2000, 667 414 Américains âgés de 5 ans et plus parlent le polonais à la maison : environ 1,4 % des personnes qui parlent des langues autres que l'anglais, soit 0,25 % de la population américaine.

47 – Gauthier GRASLIN, Lyon 2, *L'intégration de migrants du Sud dans un pays du Nord postsocialiste, l'exemple de la communauté vietnamienne en Pologne*, Acte du colloque Chaire Quetelet 2008, Université catholique de

Louvain.

48 – En tant que président entre 1999 et 2008 puis en tant que premier ministre de la Russie depuis 2008.

49 – Alexandra Viatteau, Histoire de la Pologne, www.diploweb.com.

50 – « fuite et expulsion ».

51 – Les signataires sont : Vaclav Havel, République tchèque ; Jose Maria Aznar, Espagne ; José-Manuel Duro Barroso, Portugal ; Silvio Berlusconi, Italie ; Tony Blair, Grande-Bretagne ; Peter Medgyessy, Hongrie ; Leszek Miller, Pologne ; Anders Fogh Rasmussen, Danemark.

52 – Alfred-Maurice DE ZAYAS (né en 1947) est un historien, juriste et écrivain américain ; dans son livre *The German Expellees. Victims in War and Peace* (Macmillan 1993), il montre que l'expulsion des Allemands de la Prusse orientale, Poméranie, Silésie à la fin de la deuxième guerre mondiale peut être considérée comme précédent de l'épuration ethnique en Yougoslavie.

53 – Cette question a été particulièrement bien étudiée par Bruno DREWSKI, « Pologne-Russie : Mythes, réalités et perspectives », in BAFOIL, F. (sous la dir. de) *La Pologne*. Paris : Fayard, 2007. Coll. Ceri. 596 p.

54 – Bruno DREWSKI, cité précédemment.

55 – Roman Dmowski (1894-1939. Fondateur du Parti national-démocrate (ND, ou Endecja), il fut le principal idéologue du nationalisme polonais. Voir chapitre historique.

56 – « groupe Natolin » du général Mocza dans les années 50-60.

57 – Alexandra Viatteau, dans un article publié sur le site Internet www.diploweb.com, *Le « déminage » des archives soviétiques*, fait état de ses propres difficultés de recherche à partir des archives soviétiques.

58 – Les troupes soviétiques qui progressaient sur le territoire polonais en 1944 pour libérer le pays de l'occupation allemande s'arrêtèrent sur ordre de Staline en face de Varsovie. C'est donc seuls et abandonnés que ses habitants affrontèrent les Allemands, au prix de 200 000 victimes.

59 – Où se trouvent les réserves de gaz naturel les plus importantes de Russie.

60 – Structure administrative de coopération transnationale entre deux ou plusieurs territoires de différents États européens partageant la même frontière.

- 61 – Source : Ambassade de Pologne, service économique.
- 62 – Source : ambassade de Pologne, service économique.
- 63 – NUTS : nomenclatures des unités territoriales statistiques. Par exemple, le niveau NUTS 2 concerne des territoires comptant entre 800 000 et 3 millions de personnes.
- 64 – Selon l'ONG Transparency Internationale.
- 65 – Après son élection au Parlement européen le 7 juin 2009 Danuta Hübner a démissionné de la Commission européenne et préside la commission parlementaire en charge du développement régional.
- 66 – Voir à ce sujet le très intéressant article de Gérard DUSSOUY, Université Bordeaux IV, « Eau et espace politique : voie navigable et intégration territoriales des grands espaces » ; *Les Actes du Festival International de Géographie de Saint-Dié*, 2003.
- 67 – Lire à ce sujet le passionnant article de Daniel BEAUVOIS, « Deux “prétendants” historiques à la domination de l'Ukraine », revue *Transitions & Sociétés* n°10, juillet 2006, disponible sur www.diploweb.com
- 68 – ligne Curzon, conférence de Spa.
- 69 – Guy-Pierre CHOMETTE, *Sur les marches orientales de l'Union européenne*, Le Monde diplomatique, mars 2003.
- 70 – Voir à ce sujet passionnant, l'ouvrage de Frank TÉTARD, *Géopolitique de Kaliningrad, une « île » russe au sein de l'Union européenne élargie*, PUPS, 2007.
- 71 – Voir Olivier ZAJEC, *L'OTAN à la recherche d'elle-même*, Atlas du Monde diplomatique, 2009.
- 72 – Déposition de Léon Blum devant la Commission sur les événements de 1933 à 1945 , in *Le Figaro*, 27.12.1951, Paris.
- 73 – *Détentions secrètes et transferts illégaux de détenus impliquant des Etats membre du Conseil de l'Europe. Second rapport* Dick MARTY (rapporteur). Conseil de l'Europe Documents de séances. Session ordinaire 25-29 juin 2007.